

mentions homme/femme ?

Non

■ Supprimer la mention du sexe, c'est pousser à l'indétermination. C'est maximiser le trouble pour la majorité, sous prétexte de complaire à une très petite minorité. Le sexe, au contraire de la religion, n'est pas une opinion. Aujourd'hui, on assiste à un déni de cette réalité.



SIMON LAMBERT/HAYTHAM-REA

Claude Habib

Professeure émérite à l'université Sorbonne Nouvelle, autrice de *La Question trans* chez Gallimard

La mention du sexe sera supprimée des cartes d'identité en Belgique. Est-ce une bonne nouvelle ?

Non. Cette décision est irréfléchie. Supprimer la mention du sexe, c'est pousser à l'indétermination. La Belgique, à l'instar de la France, redoute d'être en retard sur cette question. Elle imagine qu'effacer la différence des sexes, c'est se montrer inclusif. En fait, c'est maximiser le trouble pour la majorité, sous prétexte de complaire à une très petite minorité. Les gouvernants se lancent dans ces réformes sociétales qui donnent à peu de frais un air progressiste. Si les élites faisaient crédit à la démocratie, elles reconnaîtraient que l'opinion publique est opposée à cet effacement du sexe. Pour la plupart des gens, le sexe compte.

Pour quelles raisons ?

Parce que notre différence de sexe, nous la vivons, nous la voyons, nous la trouvons constitutive de pas mal de choses. Ce n'est pas pareil d'avoir un corps qui a la capacité de faire des enfants ou un corps qui ne risque pas d'en porter. Le sexe, au contraire de la religion, n'est pas une opinion. Aujourd'hui, on assiste à un déni de cette réalité. Pour l'idéologie woke, le genre est ce que l'individu affirme. La réalité physique est une ornière, c'est le mauvais corps dans lequel on est tombé en naissant, on compte sur la médecine pour le modifier et le mettre en accord avec la conception subjective, censée être véridique et stable. Il faut en finir avec le sexe, ce carcan, et promouvoir le genre comme lieu de la liberté, dernier territoire ouvert à l'émancipation. Par conséquent le seul devoir de la médecine, des institutions, des parents serait de venir à la ressource et d'affirmer le genre, y compris chez des enfants, y compris en bas âge.

Il faut certes favoriser la liberté des individus, elle est au principe des sociétés libérales, mais pas au prix du bon sens: l'enfance et l'adolescence sont des périodes de mutation. Tout croire et laisser faire, c'est de la démission maquillée en bienveillance. Désymboliser à tout va, dé-générer l'état civil, c'est suivre la pente. Plusieurs institutions ont cédé aux revendications. Ainsi, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) parle de "sexe assigné à la naissance". À la naissance, il n'y a pas assignation sociale, il y a un constat, fait par un médecin, avec une marge d'erreur.

Que voulez-vous dire ?

Des personnes naissent intersexes: la nature ne fait pas bien les choses. Il y a une variabilité de l'expression génitale, comme il y en a pour d'autres organes. Certains naissent avec le cœur à droite. Cela n'implique pas que le sexe soit une convention. Le sexe, c'est la capacité de produire soit de petits soit de gros gamètes: des spermatozoïdes ou

des ovules. On naît XX ou XY, c'est immuable. On ne peut pas changer de sexe. On peut changer d'apparence par le maquillage hormonal et les interventions chirurgicales.

Y a-t-il une place pour ceux qui ne font partie d'aucune catégorie ? Et si le modèle binaire, homme/femme, était en fait un mythe, une construction sociale ?

Il y a toujours une construction sociale autour des événements humains, il y en a autour de la mort par les rites funéraires. Mais qu'il y ait une configuration culturelle, cela ne dissout pas le noyau factuel. Les jeunes sont aujourd'hui élevés sous le *rainbow*, dans l'illusion qu'il existe une infinité de genres. En fait, il y a deux sexes, la binarité n'est pas un mythe: mieux vaut s'en accommoder. Bien entendu, on doit ménager un espace tiers pour les personnes qui oscillent dans l'entre-deux, pour des raisons biologiques dans le cas des intersexes, ou parce qu'elles se sentent mal dans leur sexe et souffrent de dysphorie. Ce n'est pas une raison pour faire peser sur les parents le poids d'une décision de transition. Cette dernière doit être laissée à l'appréciation de l'individu une fois qu'il atteint l'âge adulte.

"La Question trans", c'est le titre de votre nouvel ouvrage, comment l'appréhendez-vous ?

Aujourd'hui aux États-Unis, 1,8% des jeunes se déclarent trans. Ce chiffre a doublé en cinq ans. Il y a là un effet de mode et laisser les jeunes s'embarquer dans la transition sans mettre de garde-fou, c'est une imprudence. Car on assiste en même temps à l'apparition des "détransitionnistes", un phénomène que l'on a d'abord refusé de voir. Selon l'idéologie, se déclarer trans traduit un sentiment invariable qui ne saurait être mis en doute. Celui ou celle qui détransitionne prouve le contraire, il est donc rejeté: c'est un traître, un menteur. Il s'est prétendu trans pour se rendre intéressant. Les activistes ont usé de cruauté envers cette minorité de la minorité. L'existence des "détransitionnalistes" fait craindre la révélation d'un scandale sanitaire dans les prochaines années.

Un scandale sanitaire, vraiment ?

Bien sûr! Rien n'assure qu'il soit sans conséquence de bloquer la puberté. Après un certain délai, la prise d'hormones a des effets irréversibles. Or, il n'existe aucun moyen médical de découvrir a priori quel enfant est un "vrai" trans, qui sera heureux plus tard d'avoir pris ce chemin ou quel, au contraire, le regrettera à l'âge adulte. La Suède et la Finlande, qui ont été des pays pionniers dans la médecine d'affirmation du genre, ont fait marche arrière et n'appliquent plus le protocole de transition médicale.

Entretien: Alice Dive

"À la manière d'une publicité mensongère, les théories du genre offrent la perspective d'une société où le choix appartient pleinement aux individus."

Paul Melun, essayiste
Dans *Le Figaro*